



**CONFÉRENCE MONDIALE
DE L'ALIMENTATION**

ROME, 5-16 Novembre 1974 UN LIBRARY

DEC 13 1974

Distr.
LIMITEE

E/CONF.65/C.2/L.10/Add.2

13 novembre 1974

FRANÇAIS

ORIGINAL: ANGLAIS

DEUXIEME COMMISSION

UN/SA COLLECTION

PROJET DE RAPPORT DE LA DEUXIEME COMMISSION (PREMIERE PARTIE)

Rapporteur: M. Santiago Fonseca (Colombie)

(suite)

C. Amélioration des dispositions concernant les secours d'urgence et l'aide alimentaire

- Compte rendu des débats

1. La Commission a débattu de cette question à ses sixième, septième et huitième séances, les 9 et 12 novembre 1974.
2. La Commission souligne que la solution durable des problèmes du déficit alimentaire des pays en développement réside dans l'accroissement de la production alimentaire de ces pays eux-mêmes. Elle reconnaît toutefois qu'une aide alimentaire restera nécessaire pendant plusieurs années encore, pendant la période où la base de la production alimentaire sera renforcée dans les pays en développement. Elle souligne le rôle de l'aide alimentaire dans trois domaines importants: fournir des secours d'urgence, combattre la faim et la malnutrition dans les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables, et promouvoir le développement économique accéléré.
3. A propos des principes de l'aide alimentaire, la Commission souligne qu'il importe de fournir cette aide d'une manière qui ne décourage pas la production vivrière dans les pays bénéficiaires et ne gêne pas le commerce des produits alimentaires présentant de l'intérêt pour les pays en développement qui sont exportateurs de denrées alimentaires. Elle convient que l'aide alimentaire ne devrait pas porter atteinte aux objectifs de développement des pays bénéficiaires et devrait respecter les droits souverains des nations. Elle recommande que l'aide alimentaire soit adaptée aux programmes et priorités des pays bénéficiaires en matière de développement, notamment en vue de stimuler la production vivrière et l'emploi rural. A ce propos, on a souligné les

effets bénéfiques des projets de développement soutenus par une aide alimentaire, et l'on a insisté sur la nécessité d'accroître les ressources du Programme alimentaire mondial. On a également estimé que les gouvernements devraient mettre au point des dispositions efficaces pour coordonner les programmes bilatéraux et multilatéraux d'aide alimentaire et que les ressources en espèces mises à la disposition de ces programmes pourraient être utilisées, lorsque c'est possible, pour acheter des denrées à des pays en développement. Certains délégués ont proposé que le Comité intergouvernemental du PAM formule des propositions pour améliorer la coordination des programmes d'aide alimentaire multilatéraux et bilatéraux aussi bien que celle de l'aide alimentaire d'urgence.

4. Pour éviter que les fluctuations des prix et les disponibilités ne perturbent le flux de l'aide alimentaire multilatérale et bilatérale, la Commission reconnaît la nécessité de planifier et de stabiliser les programmes d'aide alimentaire en termes de quantités matérielles. A cet égard, beaucoup de délégués considèrent qu'il serait souhaitable de fixer des objectifs quantitatifs globaux pour l'aide alimentaire. Plusieurs délégués de pays donateurs ont déclaré que leurs gouvernements avaient accepté le principe de la planification préalable et que certains d'entre eux avaient fixé, pour l'aide alimentaire, des objectifs nationaux quantitatifs. On a également souligné la nécessité de garantir non seulement des approvisionnements matériels, mais aussi les moyens financiers nécessaires pour atteindre de tels objectifs. La Commission reconnaît qu'il est souhaitable d'arriver à un partage équitable du coût de l'aide alimentaire entre tous les donateurs, aussi bien les donateurs traditionnels que tous ceux des pays développés et en développement qui sont en mesure de fournir une contribution. De nombreux délégués se sont déclarés partisans d'accroître l'élément de don dans l'aide alimentaire et d'augmenter la proportion de cette aide qui est acheminée par des filières multilatérales, et en particulier par le Programme alimentaire mondial. De nombreux représentants ont souscrit à la recommandation du Secrétariat selon laquelle 20 pour cent au moins de l'aide alimentaire totale devraient être fournis sur une base multilatérale.

5. La Commission note avec préoccupation que, contrairement à ce que l'on avait espéré, l'année 1974 n'a pas apporté la bonne récolte qui aurait été nécessaire pour regarnir les stocks et rétablir un degré raisonnable de sécurité dans les disponibilités alimentaires mondiales, et que, malgré des efforts acharnés pour accroître la

production, il est tout à fait improbable que les stocks soient regarnis avant 1976 au plus tôt. On a également exprimé la crainte que les pays en développement ne soient pas en mesure de financer leurs importations accrues de vivres dans l'avenir immédiat. Plusieurs délégués ont invité instamment tous les pays donateurs et les organisations internationales intéressées à fournir au moins 10 millions de tonnes de céréales par an en 1975 et 1976 à titre d'assistance alimentaire, que ce soit sous forme de dons ou à des conditions de faveur. Ils ont suggéré que les pays exportateurs et importateurs se réunissent avant la fin de l'année 1974 en vue de formuler des propositions qui permettraient de répondre à ces besoins.

6. On a reconnu la nécessité de détenir des stocks pour faire face aux pénuries qui se produisent de temps à autre à la suite d'événements imprévus et échappant à l'action de l'homme. On a émis l'idée que les pays développés, lorsque la chose est possible, réservent des stocks pour faire face aux besoins d'urgence internationaux comme l'envisage le projet d'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale. En outre, l'idée de créer une réserve internationale de céréales pour renforcer les dispositifs multilatéraux d'action en cas d'urgence a trouvé des partisans. Plusieurs délégués ont évoqué les problèmes financiers et administratifs que poserait le maintien d'une telle réserve internationale de céréales; à leur avis, les arrangements bilatéraux existants permettaient de répondre assez bien aux besoins d'urgence. On a suggéré qu'il serait possible d'élaborer progressivement des principes directeurs internationaux relatifs aux stocks d'urgence, dans le cadre d'une politique de sécurité alimentaire propre à assurer une coordination efficace des stocks nationaux pour les cas d'urgence. Dans le cadre de la même politique, on pourrait aussi renforcer progressivement la capacité et les ressources du Programme alimentaire mondial en ce qui concerne les interventions d'urgence.

7. En vue d'améliorer la planification qui permettrait de faire face aux crises futures, notamment dans les zones les plus exposées aux catastrophes alimentaires, on a suggéré que les gouvernements des pays situés dans de telles zones, en collaboration avec les éventuels pays donateurs et avec les organisations régionales et internationales compétentes, préparent des plans pour l'organisation des futurs secours d'urgence, y compris les aspects pratiques du transport et du soutien logistique, ainsi que toutes autres mesures appropriées, au niveau des zones et des pays.

- Résumé des délibérations

8. La Commission était saisie du projet de résolution VIII, intitulé "Politique améliorée d'aide alimentaire" (E/CONF.65/6, annexe VII).
9. A la sixième séance de la Commission, le Brésil a présenté oralement un projet de résolution intitulé "Politique à court terme relative à la sécurité alimentaire" (E/CONF.65/C.2/L.4) envisageant la création d'un fonds alimentaire d'urgence. A la septième séance, le Brésil a informé la Commission qu'il souhaitait que son projet de résolution soit étudié dans le cadre de l'examen par la Commission des dispositions relatives aux mesures de prolongement.
10. A la sixième séance de la Commission, la France a présenté un projet de résolution intitulé "L'organisation des secours alimentaires d'urgence" (E/CONF.65/C.2/L.1). A la septième séance, des amendements au projet de résolution de la France ont été présentés par la Suisse (E/CONF.65/C.2/L.9).
11. A la sixième séance également, un projet de résolution intitulé "Principes relatifs à l'aide alimentaire" (E/CONF.65/C.2/L.5) a été présenté oralement par la Suède, au nom des pays suivants: Cuba, Danemark, Finlande, Mexique, Norvège, Pérou, Sri Lanka et Suède.
12. A la septième séance de la Commission, l'Inde, au nom du Bangladesh, de l'Inde, de l'Indonésie, du Pakistan et de Sri Lanka, a présenté un projet de résolution intitulé "Amélioration de la sécurité alimentaire en 1975-76" (E/CONF.65/C.2/L.6).
13. Au cours de l'examen par la Commission des propositions dont elle était saisie concernant l'amélioration des dispositions relatives aux secours d'urgence et à l'aide alimentaire, divers amendements aux textes soumis ont été présentés. A sa huitième séance, la Commission a décidé que des consultations officieuses devraient avoir lieu au sujet de ces propositions, à savoir le projet de résolution VIII; le projet de résolution présenté par la France (E/CONF.65/C.2/L.1), ainsi que les amendements à ce projet proposés par la Suisse (E/CONF.65/C.2/L.1); le projet de résolution présenté par la Suède au nom de huit Etats (E/CONF.65/C.2/L.5); et enfin le projet de résolution présenté par l'Inde au nom de cinq Etats (E/CONF.65/C.2/L.6), ainsi que les amendements qu'il a été suggéré d'apporter auxdites propositions. La Commission a en outre décidé que ces consultations officieuses seraient coordonnées par M. W.M.S. Ndow (Gambie), Vice-Président de la Commission.

/à suivre/